

REVUE DE PRESSE

DURÉE : 1 HEURE 30 PUIS 5 À 7 MINUTES.

SUJET

L'épreuve de revue de presse a pour objectif d'évaluer votre aptitude à sélectionner, synthétiser puis communiquer l'information contenue dans un livret d'articles de presse.

Vous devrez réaliser la trame détaillée d'une présentation orale.

Agissant à la manière d'un présentateur de journal télévisé ou d'un journaliste de radio, vous **choisirez et présenterez 2 à 3 grands thèmes** d'actualité parmi les 5 proposés.

Présentation de la synthèse

Vous disposez de 1 h30 pour réaliser une synthèse d'articles de presse à partir d'un livret contenant des articles de la presse anglophone et francophone relative à l'actualité internationale récente.

Présentation orale devant un jury

Vous exposerez votre revue de presse en français, devant un jury constitué de 2 personnes, pendant 5 à 7 minutes.

En fin de présentation, quelques questions pourront vous être posées afin de vous permettre d'apporter votre avis personnel ou un supplément de connaissances sur les thèmes abordés.

Au terme de l'exposé, le jury récupèrera le brouillon de votre présentation.

LISTE DES THÈMES

Thème 1 : Les « pigeons » : nouvelle forme de contestation ou victimisation des privilégiés ?

Thème 2 : L'Europe, vers un nouveau modèle ?

Thème 3 : « Trop d'impôts tue l'impôt ? »

Thème 4 : La tentation séparatiste

Thème 5 : Le blanchiment d'argent sale : une « activité » bien commune ?

THÈME 1 :

LES « PIGEONS » : NOUVELLE FORME DE CONTESTATION OU VICTIMISATION DES PRIVILÉGIÉS ?

THE WASHINGTON TIMES

October 9, 2012 Tuesday

French pigeons revolt: business owners refuse to go along with confiscatory taxation

Even Europeans have a limit when it comes to accepting ever-increasing tax bills. France's socialist president, Francois Hollande, was surprised to find small business rejected his latest hike. The entrepreneurs known as "pigeons" - French slang for suckers or fall guys - were upset that the capital gains levy¹ on business sales was set to reach as high as 64 percent. The outcry was so loud that government officials retreated, admitting to an embarrassing "design error" in the proposal. They agreed to rewrite the law to exempt local business owners from the onerous tax. It was a minor victory in a losing war for the European Union's (EU) second-largest economy. With the largest welfare state in the EU, France is now facing stagnation and a 10 percent unemployment rate. The country's fiscal deficit was 5.2 percent of gross domestic product last year, but Mr. Hollande wants that number to drop to a more reasonable 3 percent. He proposed to sweep in an extra \$26 billion in cash through tax while 'saving' \$13 billion with a spending freeze. He found no room for any real spending cuts.

Like a good class warrior, Mr. Hollande aimed his tax assault at either the very mobile rich or the jobcreating entrepreneurs desperately needed in the struggling French economy. Mr. Hollande's more notorious proposal involves levying a 75 percent tax on all income in excess of \$1.3 million. This tired gimmick² never works. In 2008, Maryland's Democratic Gov. Martin O'Malley implemented a "millionaire's tax" that only succeeded in chasing 31,000 people out of the state by the time it expired in 2010, according to the group Change Maryland. Just as Marylanders fled from the grasping hands of Annapolis to lower-tax states, well-to-do Frenchmen can move to virtually any surrounding nation and enjoy fairer treatment. The French public reacted with ennui to the millionaire's tax. What got them going was the attack on small and mid-sized companies. Young, social media savvy entrepreneurs would have borne the brunt of the 64 percent sales tax, which is far in excess of Europe's average of 25 percent. They responded with the tools at hand, launching not just street protests, but also a Facebook community with 63,000 participants.

When governments run out of money, politicians need to find someone to blame. Taxing the individuals who create economic prosperity is nothing more than a distraction. Talking about "the rich" is a way to avoid addressing the enormously burdensome welfare system and the rigid labor market that makes it prohibitively expensive to hire employees to expand a business. The Hollande administration is planning to meet with union bosses to try to convince them to accept German-style modification of the labor laws. There's little reason to hope for any significant change. Unless France gets serious about fixing the spending side of the fiscal equation, the nation will remain on the path to implosion. There aren't that many pigeons left to pluck³.

1 Levy = tax

2 Gimmick = trick

3 To pluck = plumer

LE MONDE

Dimanche 11 novembre 2012

La fronde des médecins contre Marisol Touraine

Laetitia Clavreul

Jusqu'à l'échéance, la liste des participants n'a cessé de s'allonger : chirurgiens et anesthésistes du syndicat Le Bloc, internes, chefs de clinique, la toute nouvelle Union française pour une médecine libre (UFML) issue du mouvement des « médecins pigeons », des syndicats de médecins hospitaliers, etc. Tous appellent à la cessation d'activité à partir de lundi 12 novembre, et à des manifestations, pour certains le même jour, pour d'autres le 14. Difficile de faire le lien entre eux, tant leurs revendications sont hétéroclites. Mais au-delà de l'exaspération exprimée contre le gouvernement, le mouvement révèle un malaise plus ancré, qui ne date pas du changement de majorité.

« *Ma porte est toujours ouverte* », a indiqué, vendredi, Marisol Touraine aux chirurgiens, qui se disaient aussi prêts à discuter. Cependant, sauf surprise, de nombreux blocs opératoires pourraient fermer, au minimum lundi, selon la Fédération hospitalière privée qui prévoyait une forte participation en région parisienne, à Lyon et à Marseille. Les consultations et opérations prévues devraient être reportées, et les urgences adressées aux hôpitaux.

Les chirurgiens du Bloc n'admettent pas que dans le préambule de l'accord sur les dépassements d'honoraires signé fin octobre par d'autres syndicats, un seuil de tarif excessif (2,5 fois la base de la 'Sécu') ait été noté. Ils expliquent être obligés de demander davantage pour de nombreux actes qui n'ont jamais été augmentés. Ils s'offusquent aussi de ne pas avoir été assez revalorisés, contrairement aux généralistes pourtant peu concernés par les dépassements. Ils ne réclament rien de moins que la signature d'un accord spécifique et une hausse de 25 % pour leurs actes.

La liste des revendications est longue aussi chez les internes, qui manifestent pour la deuxième fois en un mois. Ils s'en prennent à l'atteinte à la liberté de tarif que constitue selon eux l'accord, et s'enflamment contre une hypothétique atteinte à leur liberté d'installation. Ils exigent d'être à l'avenir invités à la table des négociations, ainsi que de meilleures conditions de travail. Cette mobilisation parallèle des jeunes arrange bien les médecins libéraux. Les internes ne s'estiment néanmoins pas instrumentalisés. Ils en veulent pour preuve qu'il n'y a pas que les médecins à honoraires libres qui grondent : « *Marisol Touraine s'est mis pratiquement toute la profession à dos, même les hospitaliers* », lance Emmanuel Loeb, président de l'Isnih (syndicat des internes). [...] Avant le passage à l'action, les esprits se sont échauffés sur les réseaux sociaux. Sur Facebook, des groupes ont été créés, comme « les Blouses blanches en colère » ou « les médecins ne sont pas des pigeons ». Chaque initiative ou intervention télévisée de la ministre – que certains appellent de façon peu élégante « MST » – y est moquée.

[...] « *Manuel Valls, lui, il défend les policiers et leur redonne le moral* », juge Jean-Paul Hamon, président de la Fédération des médecins de France, qui appelle aussi à la mobilisation et réclame une réponse globale à la « *crise de la médecine libérale* ». Les raisons du ressentiment sont multiples : harcèlement de l'assurance-maladie envers les médecins, cadeaux faits aux mutuelles par le gouvernement, qui a repoussé leur obligation de transparence sur leurs frais de gestion. [...] La mobilisation, cependant, ne fait pas l'unanimité, car les organisations majoritaires ont signé l'accord sur les dépassements. C'est le cas de MG France (généralistes), où l'on rappelle que parmi les internes, ceux de médecine générale se sont désolidarisés

du mouvement. Ils jugent les motifs de grève trop nombreux, et estiment que c'est le patient qui doit être au coeur de la réflexion, pas la rémunération. Les généralistes gagnent 71.000 euros en moyenne par an, et les spécialistes souvent plus. Cela fait certes beaucoup, mais moins que leurs homologues allemands, tiennent à rappeler les médecins.

La CSMF, premier des syndicats, elle, juge l' « agitation » malvenue. « *Ce mouvement est décalé, vue la crise. Bien sûr, il y a un malaise dans le corps médical, mais se battre pour la liberté d'honoraires à tout prix, c'est irréaliste* », lance son président, Michel Chassang. Malgré sa sérénité affichée à la veille de la mobilisation, il a appelé les médecins libéraux à l'unité.

LE MONDE

Samedi 13 octobre 2012

Quand les « pigeons » se font chirurgiens esthétiques

Samuel Laurent

Le « pigeon », tendance sociale de l'automne ? Début octobre, ce volatile des villes a servi de symbole à des entrepreneurs high-tech, ralliés derrière sa bannière pour refuser une hausse des taxes sur la revente de parts d'entreprise. Parti de Facebook, le mouvement, très bien relayé dans la presse et à l'international, a surpris le gouvernement, qui dut faire des concessions.

L'exemple a fait des émules. Parmi eux, le docteur Philippe Letertre. Dimanche 7 octobre au soir, ce chirurgien esthétique niçois, très présent sur les réseaux sociaux, a décidé de lancer lui aussi un mouvement griffé de l'oiseau urbain. Textes et dessins humoristiques, parodies d'affiches et volatiles stylisés, avant minuit, la page « Les médecins ne sont pas des pigeons » est née sur Facebook.

Leurs revendications concernent notamment la chirurgie esthétique. Jusqu'ici, celle-ci n'était, à l'instar des autres actes médicaux, pas sujette à la TVA. Or depuis le 30 septembre, seuls les actes pris en charge par l'assurance-maladie bénéficient de cette exemption. Les volatiles à stéthoscope réclament aussi une revalorisation des secteurs 1 (conventionné par la sécurité sociale) et 2 (non conventionné, possibilité de dépassements d'honoraires), ainsi que la défense de la liberté d'installation. Un large spectre qui va jusqu'à la lutte contre la précarité des internes en médecine.

Comme pour les « pigeons » entrepreneurs, les débuts sont fulgurants. Selon le docteur Letertre, il a suffi d'une nuit pour atteindre 3.500 inscriptions. Relayée dans Le Quotidien du médecin, la page ne cesse de grandir : plus de 29 600 personnes abonnées vendredi 12 au matin. Les internautes se passionneraient-ils pour la défense des chirurgiens esthétiques ? En réalité, cet impressionnant succès d'audience s'explique assez facilement : comme l'a révélé le site Huffingtonpost.fr, le groupe est « ouvert ». Ce qui signifie qu'une personne qui en est membre peut y ajouter d'emblée tous ses contacts Facebook, sans leur demander leur avis.

Les médecins « pigeons » ont depuis changé leur page pour une autre, où il faut cliquer pour indiquer son adhésion à la cause. Et le bilan est moins flatteur : un peu plus de 5.700 personnes vendredi matin. Ce qui explique en partie la fin de non-recevoir de la ministre de la santé, Marisol Touraine, qui a fustigé « *ce concours de ramage et de plumage* ».

Alors que le déficit de la sécurité sociale atteint 11,4 milliards d'euros et que les dépassements d'honoraires ont coûté 2,4 milliards d'euros en 2011, les revendications de ces « pigeons » de la médecine ne font pas l'unanimité. Sur la page, les discussions vont bon train. Si un médecin dénonce : « *la médecine low cost, c'est*

maintenant », d'autres internautes orientent au corporatisme : « Quand on gagne dix fois le smic, il vaut mieux faire profil bas. »

Succès mitigé, donc. Mais qui n'empêche pas les émules. Mercredi, de nouveaux « pigeons » sont nés sur Facebook : des dentistes, touchés eux aussi par la TVA sur certains actes, ont créé leur page pour dire qu'ils ne sont, eux non plus, « pas des pigeons ». Vendredi, elle comptait 591 membres.

SUD-OUEST DIMANCHE

14 octobre 2012

Les pigeons

Christian Seguin

Mobilisations

Une forme d'opposition irraisonnée à la colombophilie, le sport qui consiste à sélectionner les pigeons sur plusieurs années pour garder ceux qui rapportent le plus, gagne du terrain en France. Les pigeons entrepreneurs, blogueurs et utilisateurs de Twitter, avaient triomphé du gouvernement en cinq jours en boutant les nouvelles règles de taxation des plus-values de cession des entreprises, qui visaient ni plus ni moins à tuer le fameux esprit bâtisseur des start-up.

Voici que des mobilisations spontanées, type apéro Facebook, rameutent les pigeons médecins effarés par l'économie de 1, 76 milliard qui leur est infligée, mais aussi par le bond de la TVA pour certains actes de chirurgie, la liberté tarifaire menacée, ou celle de choisir son lieu d'installation. La volière accueille également les pigeons retraités, exaspérés d'être pris pour les nababs de la crise, à qui l'on voudrait demander de résorber le déficit du Fonds solidarité vieillesse et de financer la prise en charge de leur prochaine dépendance.

Existent aussi les pigeons de la bière, qui n'admettent pas l'augmentation sauvage de 150 % des droits d'accises. Ou les pigeons de l'enseignement secondaire en début de carrière, les plus mal payés d'Europe. Et que penser des pigeons du cyclisme professionnel, qui croyaient faire du vélo alors qu'ils préparaient un diplôme en pharmacie ?

Les pigeons déclarés prolifèrent de manière préoccupante au sein d'une population de columbidés estimée à plus de 65 millions d'individus. Le syndrome victime, s'il avait encore à s'étendre, confirmerait la propension extraordinaire de ce territoire à rapprocher quantité de plumés des immensités de tondu. [...]

Prix

C'est en Norvège, résolument eurosceptique et fière de ses ressources pétrolières, que le prix Nobel de la paix est attribué à l'Union européenne, aucune guerre n'ayant éclaté pendant les 57 ans de son règne, hormis une faute d'inattention à 200.000 morts en ex-Yougoslavie. La distinction salue un résultat éblouissant sur un continent naturellement belliqueux qui monte au front en sortant de table depuis la guerre de Bourgogne. Annoncée définitive, la paix signale une aptitude nouvelle à surmonter les conflits armés et à fonder un espace de réconciliation durable.

Pas encore au point pour le prix Nobel de l'économie, l'Union jouit d'une popularité feutrée chez les 25 millions de chômeurs ou de pigeons, dont 5, 5 millions de moins de 25 ans. Elle affronte avec aplomb et sang-froid l'exaspération des besogneux pays du Nord à se porter solidaires d'un Sud aux poches trouées.

1. To ramp = to rise

2. Mortgage holders = personnes ayant un crédit immobilier

En l'absence notoire de prospérité, la paix de la zone n'est pas sociale. Mais l'intelligence bureaucratique du prix Nobel, sa puissante réflexion, devraient lui permettre de s'adapter ici et là aux rébellions et émeutes qu'affectionnent les pauvres, quand ils ne fouillent pas les poubelles, comme les pigeons.

THÈME 2 :

L'EUROPE, VERS UN NOUVEAU MODÈLE ?

LE FIGARO

Mercredi 17 octobre 2012

La belle Europe de la paix

Bernard Tapie

L'homme d'affaires appelle à un renforcement de la construction de l'Europe politique engagée par les pères fondateurs. Quelle bonne et grande nouvelle que cette attribution du prix Nobel de la paix à l'Union européenne !

En dépit de l'aveuglement des europhobes, malgré les critiques des eurosceptiques, cette distinction récompense le processus de construction européenne qui a permis, en soixante ans, de parvenir à un bilan encore incomplet mais déjà exceptionnel.

Faut-il rappeler que notre Europe, si elle est encore malheureusement toujours dépourvue d'un véritable gouvernement commun, est devenue de très loin le premier espace de prospérité économique au monde ? Que, de la même façon, et quelles que soient les inégalités persistantes, elle affiche le plus haut niveau de protection sociale moyenne de la planète ?

Mais ces progrès, ceux de la richesse commune et de la solidarité, ne sont rien à côté de la victoire, disons le mot, définitive de la démocratie. L'Allemagne et l'Italie débarrassées de toutes les séquelles de leur passé récent. Le Portugal, l'Espagne, la Grèce échappant eux aussi à des dictatures qui nous paraissent aujourd'hui d'un autre âge. Et, plus récemment, l'Europe de l'Est enfin émancipée du joug soviétique. Plus qu'aucun autre, l'Europe est devenue le continent phare de la démocratie. Et la paix. Pensons-nous suffisamment à la paix, qui nous semble désormais acquise pour l'éternité alors qu'elle était l'objectif premier mais aussi le plus difficile des pères de l'Europe, des Monnet, Schuman, De Gasperi ? J'ai connu une génération qu'on appelait celle de l'après-guerre. On ne fait sans doute pas assez attention au sens des mots. C'était quelque chose d'être de l'après-guerre... Et nos propres enfants ont grandi avec la certitude qu'entre les États membres de l'Union la guerre avait été tout simplement mise hors-la-loi. C'est pour eux une évidence, mais que d'efforts, de ténacité, de lucidité pour en arriver là !

On ne peut s'empêcher de revoir les images symboliques les plus fortes de ce long mouvement vers une paix continentale. Le général de Gaulle et Adenauer signant le traité de réconciliation entre la France et l'Allemagne alors que déjà les jumelages municipaux ou scolaires se généralisent dans l'Europe des Six. François Mitterrand prenant la main d'Helmut Kohl à Verdun, comme pour dire aux jeunes Européens des échanges Erasmus : voilà ce que nous avons fait pour vous. Et les images de la jeunesse fraternisant sur les décombres du mur de Berlin. Et le retour des anciennes démocraties populaires dans la grande famille européenne. Ou, plus récemment, les dirigeants de Serbie et du Kosovo se serrant la main lors d'une réunion à Bruxelles. Que de chemin parcouru !

Pour parvenir à la paix, il fallait substituer un projet d'avenir à une mémoire de conflits multiséculaires. En 1995, à la veille de son départ du pouvoir, François Mitterrand avait livré au Parlement européen un discours très émouvant. Il nous avait confié les recherches qu'il avait faites : dans son histoire, la France avait livré la guerre à tous ses partenaires européens, à l'exception du Danemark. Dans un sourire, il avait ajouté qu'il était sans doute trop tard pour entrer en guerre contre les Danois... C'était une façon modeste de dire qu'avec d'autres, il avait tourné

cette page-là, que ceux qui avaient tant fait la guerre avaient su dépasser leurs souvenirs, leurs blessures, leurs émotions pour nous offrir la paix.

Merci à eux.

J'ai eu l'honneur, en 1994, de conduire la liste Énergie radicale lors des élections européennes. Un projet résolument fédéraliste qui par son succès apportait ainsi la preuve qu'une grande partie de nos concitoyens était favorable à la construction des États-Unis d'Europe. Les difficultés actuelles, celles de l'euro, du chômage, de la désindustrialisation, seraient bien plus terribles sans l'Union européenne. Aucune de nos traditions nationales ou de nos libertés locales ne disparaîtra avec le renforcement de l'Union. Nous devons à ceux qui nous ont laissé la paix en héritage de construire l'Europe politique pour la garantir à tout jamais. Nos propres enfants ont grandi avec la certitude qu'entre les États membres de l'Union la guerre avait été tout simplement mise hors-la-loi. C'est pour eux une évidence, mais que d'efforts, de ténacité, de lucidité pour en arriver là !

L'EXPRESS

3 octobre 2012

Pour une Europe fiscale

Edouard Tétreau est associé gérant de Mediafin et professeur à HEC. Il est aussi le créateur du site Etatsunisdeurope.com

Primaire mais efficace. « Tel fut le jugement contrasté d'Astérix chez les Belges, observant la horde de ces derniers raser en un clin d'oeil une garnison de Romains. Toutes proportions gardées, les jugements sont aussi partagés sur le départ outre-quiévrain⁴ d'un autre héros gaulois, plus moderne : Bernard Arnault. Les uns trouvent primaire son initiative de passer la frontière pour éviter de léguer 40 % d'un patrimoine de 20 milliards d'euros, accumulé en une vie, à un État français impécunieux, capable de brûler cette somme en déficits en à peine six semaines. Les autres la trouvent très efficace. Zéro droits de succession, pas d'ISF, pas d'impôt sur les plus-values. Qui dit mieux ? « *Une absurde compétition où tout le monde est perdant* »

Le problème ne s'appelle pas Bernard Arnault, dont on rappellera ici qu'il a créé des milliers d'emplois et payé des centaines de millions d'impôts en France en trente ans. Il s'appelle l'Europe. En l'occurrence, la coexistence absurde de systèmes fiscaux souverains aussi aberrants qu'inefficaces. Les paradis comme les enfers fiscaux. Côté enfer, en France, l'État a officiellement ouvert la saison de la chasse aux 'riches'. Faut-il s'étonner que le gibier, déjà abondamment plumé par les taux de prélèvements obligatoires parmi les plus élevés au monde, aille se réfugier dans les bois de nos voisins ? On fait ici le pari que l'annonce tonitruante de 20 milliards d'impôts supplémentaires sur les entreprises et les ménages français va paradoxalement provoquer une chute historique de recettes fiscales. Vont se multiplier les expatriations de grandes et petites fortunes, et de cadres ; les délocalisations d'activités hors de France ; les investissements et dividendes que l'on diffère ; enfin, la tricherie et la fraude, corollaire naturel des pressions fiscales excessives.

Côté paradis belge, c'est pire. Voilà un pays surendetté (100 % du PIB), où le travail est surtaxé (55 % de charges), la jeunesse sous-employée (1 jeune sur 5 au chômage). Un pays, sans gouvernement pendant cinq cent quarante et un jours (record précédemment détenu par l'Irak), qui se croit souverain alors que ses capacités de défense militaire, sinon civile, sont epsilonlesques. La France comme la Belgique, et l'Europe tout entière, méritent mieux que cette absurde compétition où tout le monde est perdant. La solution est de définir des seuils d'imposition

4 Outre-Quévrain = en Belgique

minimale et maximale, pour les entreprises comme pour les ménages, au-delà desquels l'exclusion de l'Union européenne deviendrait immédiate. On ne peut hélas pas compter sur les appareils politiques nationaux, encore moins sur les fonctionnaires en sureffectifs, surpayés et défiscalisés de la Commission européenne, pour imposer ces nécessaires harmonie et écologie fiscales : ils vivent de ces excès d'impôts, au détriment des peuples européens qu'ils sont censés servir. Comment y arriver ? En organisant, sur ce sujet comme sur d'autres - notamment l'urgente nécessité d'une politique de grands travaux paneuropéens -, la consultation directe des peuples d'Europe. Dans les temps dangereux et difficiles qui s'annoncent, l'union des pays et des peuples d'Europe sera leur force, et leur condition de survie. Un référendum pour asseoir l'unité politique, la paix sociale, la croissance économique et l'harmonie fiscale en Europe : ce ne serait pas du luxe.

THE GUARDIAN (LONDON)

November 29, 2011 Tuesday

Let citizens be our model: German euro-nationalism is not inevitable. Europe's crisis is an opportunity to enlarge democracy.

Ulrich Beck, professor of sociology at Ludwig Maximilian University in Munich and the London School of Economics. He and Edgar Grande are co-authors of *Cosmopolitan Europe*.

Yesterday it seemed as if the European crisis was raising the old question of the finality of unification: should Europe become a federal state, a mere economic community, an informal UN, or something new? All of that suddenly looks like folklore. Even asking "Which Europe do we want?" is to act as though one could still choose after rescuing the euro. The train seems to have already left the station - at least for Greece, Italy and Spain. A new logic of power is taking shape. The Merkel-Europe's grammar of power conforms to the imperial difference between lender and borrower countries. The German culture of stability is being elevated to Europe's guiding idea. Some Germans do believe their model exerts a magnetic power: Europe is learning German, they say. But Angela Merkel has dictated that the price for debt without restraint is loss of sovereignty.

The consequences are the splitting of the EU. Those who do not have the euro find themselves excluded from the decision-making processes shaping Europe. They are losing their political voice - most apparent in Britain's case, which is sliding into European irrelevance. However, a dramatic split is also occurring between the countries that already or will soon depend on the feed of the rescue fund and the countries financing the rescue fund. The former have no other option but to submit to the claim to power of German euro-nationalism. Italy is threatened with playing no further role in shaping the present and future of the continent.

The basic rules of European democracy are being suspended or even inverted, bypassing parliaments, governments and EU institutions, even France, which long dominated European unification, must submit to Berlin's strictures now that it must fear for its international credit rating.

This future taking shape in the laboratory of the euro rescue resembles a European variant of the Soviet Union. A centralised economy no longer means five-year plans for goods and services, but five-year plans for debt reduction. The power to implement them is being placed in the hands of 'commissioners', authorised by 'rights of direct access' (Merkel) [...]. We all know how the USSR ended.

But could there be opportunity amid the crisis? In fact, the question of how this enormous space comprising 27 member states should be governed if, before every

decision, 27 heads of government, cabinets and parliaments have to be convinced, has answered itself. In contrast to the EU, the eurozone is de facto a community of two speeds. In future only the eurozone (not the EU) will belong to the avant-garde of Europeanisation. This could represent an opportunity for the urgently needed institutional imagination.

There has long been talk of an 'economic government'. What is behind this, needs to be negotiated and tested. Sooner or later the highly controversial eurobonds will also be introduced. The German finance minister, Wolfgang Schauble, is already arguing for the introduction of the tax on financial transactions that, in the larger EU, would founder on Britain's veto.

John F Kennedy once astonished the world with his idea to create a peace corps. By analogy, the neo-European Merkel should dare to surprise the world with the insight and initiative that the euro crisis is not just about the economy but about initiating the Europeanisation of Europe from below. Create the Europe of the citizens now!

[...] What would have to be enlarged is democracy. The rule of law and the market are not sufficient. Freedom needs a third pillar to become secure; its name is European civil society or, in more concrete terms, doing Europe or European civic activity. Such an autonomous civic practice, providing basic funding for Europe's unemployed youth, would doubtless cost a pile, but a fraction of the zeros swallowed by the rescue of the banks.

We should have no fear of direct democracy. [...] Can the democratic empowerment of a cosmopolitan Europe be accompanied by a strengthening of its national democracies in the member states? The answer has to be that new Europe would not follow the model of German euro-nationalism but would be an emerging European Community of Democracies.

L'ECHO

Belgique

Vendredi 27 Juillet 2012

L'incapacité de la France à faire des choix

Entretien Christine Dubois et Olivier Gosset

Quel bilan peut-on faire des années Sarkozy sur le plan européen ?

Je ne pense pas que le bilan soit très brillant, mais il n'y avait guère moyen de faire mieux. Il a été confronté à une série de crises, dont il s'est très bien tiré. La première, c'était la crise née du vote négatif lors du référendum sur le traité constitutionnel. La reconduction, moyennant quelques modifications élémentaires, dont l'élimination de la référence constitutionnelle, était la seule solution. Elle impliquait qu'il n'y ait pas de référendum.[...] Nos partenaires nous avaient dit que si on faisait un référendum, ils ne signeraient pas un nouveau traité. Le choix était entre le statu quo et ce qui a été fait Il a également très bien réagi sur la crise bancaire. Mieux qu'Angela Merkel. [...]

On l'a accusé de trop s'aligner sur Angela Merkel. C'est un procès d'intention ?

Sur la gestion de la crise de la dette, c'est un mauvais procès de faire de Nicolas Sarkozy le caniche d'Angela Merkel. Comme François Hollande aujourd'hui, il a amené la Chancelière allemande à faire progressivement un certain nombre de pas sur l'affaire grecque, sur le rôle de la Banque centrale européenne et sur la remise en cause de la clause de «non-bail out» dans les traités. Tout cela fait que la position allemande aujourd'hui n'est plus du tout celle qu'elle était il y a deux ans.

Il a de ce point de vue-là tenu à privilégier le couple franco-allemand comme lieu de confrontation et de concertation entre l'Europe méridionale et septentrionale.

Il n'y a quand même pas eu que des points positifs ?

Au débit, je dirais qu'il y a une absence - c'est quelque chose de très partagé en France - de toute vision cohérente de ce que doit être le système institutionnel européen. L'ensemble des États européens aujourd'hui cherchent à faire une Europe intégrée à partir de coopération intergouvernementale. Il est évident que c'est peu satisfaisant, que ce soit sur le plan de l'efficacité ou de la démocratie. L'intergouvernemental, c'est la loi de celui qui dit non et si l'on veut échapper à la paralysie, il faut que les grands tordent le poignet aux petits, ce qui s'est passé avec la Grèce. Mais n'allons pas reprocher à Nicolas Sarkozy une conception des choses qui est très largement partagée par l'ensemble des dirigeants européens.

François Hollande pourrait-il apporter une rupture par rapport à cette ligne ?

François Hollande a tenté une double innovation : rompre avec l'Europe de l'austérité et de la rigueur pour privilégier la croissance, et substituer au duopole franco-allemand une confrontation entre l'Europe du Sud et du Nord. Sur ces deux points, on a vu très tôt les limites de l'exercice. Si on nous avait dit tout de suite que la contrepartie de la ratification du traité sur la règle d'or était le Pacte de croissance, on se serait épargné quatre mois de psychodrame sans objet. Ce Pacte ne pose aucun problème, même s'il est en lui-même incapable de remettre l'Europe sur la voie de la croissance. C'est une fausse fenêtre faite pour la symétrie qui a permis à François Hollande d'adresser un signe purement tactique aux adversaires de la construction européenne. Ce n'était clairement qu'un alibi.

Il n'y a donc pas de solution de rechange au couple franco-allemand ?

Le refus de pré-négocier les Conseils européens en franco-allemand a abouti en réalité à une certaine marginalisation de la France lors du dernier Conseil européen. Ni l'Italie ni l'Espagne ne nous reconnaissent spontanément comme les leaders de l'Europe méridionale et la négociation s'est faite directement entre Monti et Merkel. L'enfant chéri de François Hollande, le Pacte de croissance, a même été pris en otage par les Italiens dans la nuit ! Je crois donc que François Hollande sera contraint de mettre ses pas dans ceux de Nicolas Sarkozy, mais sa communication sera suffisamment habile pour maquiller cette continuité imposée et pour lui donner un air factice de rupture.

Est-ce que l'opinion publique française est prête à accepter un nouvel approfondissement de l'UE ?

Je rappellerai d'abord mon hostilité à tout référendum qui ne présente pas un choix clair entre deux options. Ce qui était le cas du référendum de 2005, puisqu'il y avait le choix entre d'un côté le traité constitutionnel, et de l'autre... rien du tout. Le nom débouchait juridiquement sur la reconduction du traité de Nice et « rêveusement », soit sur un retour au souverainisme, soit sur un saut vers l'hyperfédéralisme. Il était impossible de tirer des conséquences opérationnelles satisfaisantes du non. Nous en sommes toujours là : ce qui caractérise l'humeur des Français, c'est l'indétermination. Ils veulent à la fois plus de solidarité européenne et moins de contraintes supranationales. [...] Alors même que nous avons besoin de construire des synergies entre les peuples du Vieux continent, la devise de chacun d'eux paraît être « small is beautiful ». En d'autres termes, restons chez nous ! C'est le signe, à mes yeux, d'un vrai déclin historique de la civilisation européenne.

THÈME 3 :

« TROP D'IMPOTS TUE L'IMPOT ? »

BOURSIER.COM

Jeudi 27 septembre 2012

Fiscalité : le PDG de L'Oréal contre la taxe de 75 % !

Jean-Paul Agon rejoint la liste des patrons français opposés à la taxe de 75 % promise par François Hollande aux très hauts revenus... Le PDG de L'Oréal estime ainsi, dans un entretien publié par le Financial Times, que si cette taxe est mise en oeuvre, il sera « *presque impossible* » pour les entreprises françaises de recruter des chefs d'entreprises de talent. Le gouvernement, qui présentera demain le projet de budget 2013, compte taxer à 75 % les revenus du travail supérieurs à 1 Million d'Euros par an, une mesure qui touchera en priorité les grands patrons, les sportifs de haut niveau et les artistes les mieux payés...

Pourtant, Jean-Paul Agon figure parmi une liste de 16 dirigeants d'entreprises qui avaient signé l'an dernier une tribune favorable à une hausse d'impôts pour les plus riches contribuables, co-signée notamment par Stéphane Richard (France Télécom), Marc Simoncini (Meetic), Jean Peyrelevade (ex-Crédit Lyonnais), Philippe Varin (Peugeot), Frédéric Oudéa (Société générale), Maurice Lévy (Publicis) ou encore Christophe de Margerie (Total).

M. Agon dit aujourd'hui avoir signé ce texte parce que « *je pensais qu'en ces temps difficiles, les gens touchant de gros salaires devaient apporter leur contribution* », mais qu'il n'envisageait pas un taux aussi élevé de 75 % auquel il dit : « *non, clairement non !* »

En 2011, Jean-Paul Agon était le deuxième patron le mieux payé du CAC40, après Bernard Arnault (LVMH), avec un revenu de 3,9 Millions d'Euros, dont 2,1 de salaire fixe et 1,8 de part variable. De son côté, Bernard Arnault, qui a touché 4,5 millions d'euros en 2011, a récemment déclenché une vive polémique après des informations révélant qu'il avait demandé la nationalité belge... Le dirigeant a fermement démenti vouloir s'exiler fiscalement, et a juré qu'il paierait ses impôts en France « *comme tous les Français* », mais le débat sur l'alourdissement de la taxation des plus hauts revenus continue de faire des vagues...

Quant aux signataires de la tribune « *Taxe nous* », ils se font désormais discrets pour la plupart... Parmi les rares à s'être exprimés récemment, Stéphane Richard, le PDG de France Télécom, a confié qu'il ne trouvait pas la taxe « *choquante* » si elle était provisoire, mais a indiqué au journal *Le Monde* que « *si j'osais, je dirais que le résultat (de la pétition « Taxe nous ») est allé au-delà de nos espérances !* »... Il s'est aussi inquiété de l'accumulation prévue des mesures d'alourdissement de la fiscalité des Français plus aisés : hausse de l'ISF, alignement prévu de la taxation des revenus des capitaux sur ceux du travail, baisse ou suppression des abattements sur les dividendes...

Pour sa part Marc Simoncini, fondateur du site de rencontres sur Internet Meetic, rejoint le diagnostic de Jean-Paul Agon. Il estime que « *contrairement à l'appel que j'ai signé, la taxe de 75 % n'est pas calculée dans des proportions raisonnables. Elle peut avoir des effets économiques indésirables et accélérer la fuite de talents utiles à la France* ». Plus indulgent, Xavier Huillard, le PDG de Vinci, non signataire de la pétition, a déclaré récemment qu'il n'était pas hostile à la taxe de 75 % « *du moment qu'elle reste provisoire* » (sans doute deux ans). En revanche, Henri de Castries, le PDG d'Axa a confié récemment au Financial Times son inquiétude concernant les projets fiscaux du gouvernement socialiste. La France « *court le*

risque de devenir si inamicale pour les entreprises que cela deviendra insoutenable », a-t-il déploré...

TRENDS/TENDANCES

27 septembre 2012

Le casse-tête de Laffer : Trop d'impôts tue l'impôt ! Peut-on taxer davantage ?

Taboue jusqu'au 15 octobre prochain, la question de l'assainissement budgétaire reviendra très vite au-devant de la scène politico-économique. En effet, les premières mesures d'économie par saupoudrage ont pu faire l'objet d'un consensus, dans un contexte économique meilleur, du moins jusque mi-2011. Mais à présent, l'environnement économique n'est plus porteur et la poursuite de la trajectoire définie ne pourra plus se faire en utilisant la râpe à fromage. Des choix plus tranchés devront être faits. Soit les économies supplémentaires passeront par une meilleure utilisation des moyens disponibles, soit la fiscalité devra être substantiellement modifiée. Mais dans ce cas, faut-il l'augmenter ou la diminuer ?

La question n'est pas aussi bête qu'il n'y paraît. Elle trouve même une base théorique solide sous le nom de « courbe de Laffer », du nom de l'économiste américain Arthur Laffer. Son idée de base est qu'une augmentation du taux de taxation n'entraîne pas nécessairement une augmentation des recettes fiscales pour l'État. En effet, le produit de l'impôt est l'application du taux de taxation moyen sur la base taxable. Or, cette dernière n'est pas insensible au taux de taxation lui-même. Pour ne prendre que deux exemples caricaturaux, un faible taux de taxation peut attirer des entreprises et augmenter la base taxable. D'un autre côté, un taux de taxation très élevé sur le travail peut inciter les travailleurs à prêter moins d'heures, car l'effort qu'ils sont prêts à fournir dépend aussi de leur rémunération nette, c'est-à-dire amputée de l'impôt. En économie ouverte, il faudrait encore ajouter qu'un taux d'imposition très élevé peut favoriser la fuite des travailleurs pour motif fiscal. En considérant ces éléments, la représentation théorique du produit de l'impôt en fonction du taux de taxation prend la forme d'une parabole inversée (une espèce de cloche). Cela signifie qu'il existe un taux de taxation au-delà duquel le produit de l'impôt diminue, car les entreprises et les ménages diminuent leur activité, donc la base taxable. Un gouvernement ayant la volonté de maximiser ses recettes doit donc trouver le taux optimal et non pas le taux le plus élevé. Malheureusement, au-delà des fondements théoriques, situer le taux de taxation actuel sur la courbe de Laffer est un vrai casse tête. De surcroît, la réalité montre que la courbe de Laffer n'a pas la forme parfaite d'une parabole. Elle peut aussi contenir des plateaux, ou des cassures qui seraient le reflet d'un soudain ras-le-bol des contributeurs à l'impôt.

Alors que faire ? Augmenter la fiscalité sur le travail pourrait affecter profondément la fonction d'effort des travailleurs, et donc créer une cassure dans la courbe de Laffer. La fiscalité sur le travail est d'ores et déjà parmi les plus élevées au monde, et le revenu réel par travailleur est sous pression depuis la crise. L'augmentation de la fiscalité sera d'autant plus durement ressentie. Aller davantage dans cette direction reviendrait donc à parier sur l'irrationalité des travailleurs.

Faut-il alors passer par la fiscalité sur le capital ? Ce n'est pas une panacée. D'une part, la fiscalité sur le capital est loin d'être inexistante, au travers de l'impôt des sociétés et du précompte mobilier. Le capital constitué à partir de revenus du travail a par ailleurs déjà été lourdement taxé. Enfin, le capital est, au contraire du travailleur européen, très mobile, à l'image de ces milliers de Français quittant leur

pays sous la pression... fiscale. Les effets contre-intuitifs d'une hausse de la taxation illustrés par la courbe de Laffer peuvent donc aussi apparaître dans le domaine de la taxation du capital. N'a-t-on, par le passé, pas vu les recettes fiscales augmenter suite à des diminutions de précompte ou de droits d'enregistrement et/ou de succession ?

Sur les 15 dernières années, l'ensemble des recettes fiscales et para-fiscales des pouvoirs publics représentent en moyenne 43,8 % du PIB. Est-ce le taux optimal de taxation pour les recettes de l'État ? Il n'est malheureusement pas possible de le dire. Mais force est de constater qu'aller au-delà comporte certains risques, alors que la meilleure utilisation des moyens disponibles n'est que trop peu abordée.

THE TIMES (LONDON)

May 7, 2012 Monday

It's time to tax the rich, said the Sage, and his (wealthy) disciples cheered

David Robertson

It was, surely, the last thing that the thousands hanging on his every word might have expected to hear. A warning about the corrupting power of money on democracy, and arguments in favour of income redistribution and higher taxes on the rich, might be expected from protesters camped on Wall Street, but not from the world's third-richest man. But Warren Buffett is not your typical billionaire. Estimated to be worth \$44 billion, he still lives in the regular, suburban home he bought in 1957.

And Berkshire Hathaway's investors are not your typical audience. Thus his arguments for a more just, a fairer America received warm applause from more than 20,000 self-proclaimed capitalists gathered at conglomerate's annual shareholders meeting in Omaha's convention hall.

The incredible growth of Berkshire, and its eclectic amalgam of businesses from railroads to insurance, has made many of its investors rich and they gather in Nebraska every year to heap adoration on the so-called Sage of Omaha, listening to his wit and wisdom in a day-long question-and-answer session. One of the issues raised by Mr Buffett on Saturday was the way in which wealth has been concentrated into the hands of a very few - including his own. "We have not seen the progress this country has made in the last 20 years spread around the people," he said. "We have got a tax code that has become more and more pro the rich." Mr Buffett famously pays a lower tax rate than his secretary and he has put his name to a law being promoted by President Barack Obama that would increase taxes on the very wealthy. With political debate in the United States becoming ever more partisan and hysterical in the run-up to the presidential election in November, Mr Buffett has been criticised by Republicans against the proposed tax rise. He said: "When you ask people to make a shared sacrifice telling them we have to cut back a little, the least you can do is make sure that people with those huge incomes are taxed at a rate commensurate⁵ with what they used to pay not that long ago."

The average annual salary of the 400 wealthiest Americans is \$270 million and, of those, according to Mr Buffett, 131 pay a tax rate of less than 15 per cent. In 1992, only 16 of the 400 richest paid less than 15 per cent tax, while now 31 of those 400 pay rates below 10 per cent. "I think it's time to take a look at that," Mr Buffett said.

Of course, some shareholders are unhappy that the Buffett Rule has politicised Berkshire Hathaway and potentially had an impact on the company's share price.

5 Commensurate = proportionate

There is also displeasure among some that Mr Buffett has lent his name to a Democrat-sponsored Bill. But Mr Buffett said: "People are perfectly fine to disagree with us [in politics], but I think it is kind of silly to apply that to our company."

[...] Changes to the way that American elections are funded also attracted Mr Buffett's criticism. Direct donations to an individual candidate have been limited to \$1,500, but donations to groups that support a candidate's causes can be unlimited. The super-PACs (political action committees) have raised tens of millions of dollars in this election cycle, and much of the money is being used to run attack advertisements against opposition candidates.

"People say I should not stand on principle because the other side is going to do it," Mr Buffett said, "but the idea that I should put tens of millions into a super-PAC, so it can mislead people about the opponent, I don't see democracy going in that direction."

LES ECHOS

Lundi 6 Février 2012

La taxopathologie aiguë des candidats à la présidentielle

Edouard Tétreau

Ces jours-ci, les candidats plus ou moins déclarés à la présidentielle sont victimes d'une épidémie violente, qui menace d'engloutir le pays tout entier au printemps prochain. Comment nommer ce mal singulier et singulièrement français : taxomanie chronique ? Taxoplasmose néphrétique ? Ou taxyngite aiguë ? À l'approche des élections, les candidats ne se retiennent plus : ils ont décidé de taxer tout ce qui bouge et pourrait menacer d'aider l'économie française à repartir.

Les candidats de gauche, sans surprise, promettent de taxer davantage les personnes, surtout les riches, que l'on soulagera de près de la moitié (45 %, proposition Hollande) ou près de la totalité (90 %, proposition Mélenchon) de leurs revenus. Curieusement, 16 millions de foyers fiscaux resteront non redevables de l'impôt sur le revenu, au nom d'une étrange conception de la « solidarité-nationale-mais-pas-fiscale ».

Plus inattendu, le non-candidat de droite n'est pas en reste : il relèvera de 2 points la CSG, avant d'augmenter et de parer de toutes les vertus la TVA. Cette dernière sera 'sociale', car elle a le formidable avantage de frapper tout le monde de façon non discriminatoire : les jeunes, les pauvres, les RMIstes et les smicards ne seront pas oubliés. On va même plus loin, en promettant une punitive taxe Tobin pour sanctionner les errances des financiers, ce qui se défend. Mais exclusivement pour les établissements français, ces derniers se demandant ce qu'ils ont fait pour mériter un tel traitement de faveur.

Le message est clair : avant de produire ou de consommer français, il convient de taxer français en France, et nulle part ailleurs. Cette préférence nationale pour l'impôt nous aide à maintenir notre rang dans le monde : à quelques rares exceptions près du côté de Cuba (75 %) ou du Lesotho (65 %), la France est l'un des leaders mondiaux de la dépense publique, mesurée en pourcentage du PIB (56 %). Cet exploit en appelle un autre : des taux de prélèvements obligatoires parmi les plus hauts dans le monde développé.

A quel moment de ce mauvais film un candidat va-t-il se déclarer pour arrêter le massacre ? Ce n'est pas avec plus d'impôts, mais moins d'impôts, que notre économie va repartir, en incitant les entrepreneurs à entreprendre et les ménages à investir et à dépenser sereinement les fruits de leur travail, plutôt qu'ils soient détournés vers des poches sans fond. « Trop d'impôt tue l'impôt » et menace de tuer pour de bon notre économie, si nous laissons faire et dire.

De même, ce n'est pas plus de dépenses publiques qui vont faire repartir notre économie : sinon, cela se lirait dans le taux de croissance moyen de l'économie française depuis trente ans, ou dans les effets réels du grand emprunt depuis deux ans. Je n'ignore pas la bonne idée de réorienter la fiscalité de la production vers la consommation. Il faudra le faire, au bon moment, et dans la concertation plus que dans la précipitation. J'ignore encore moins la nécessité de renforcer et non de diminuer, les salaires, moyens et peut-être même effectifs des fonctions régaliennes de l'État, qui tiennent notre société debout et assurent son avenir – justice, intérieur, défense –, tout comme les moyens pour la médecine hospitalière ou l'enseignement. C'est justement pour pérenniser ces investissements dans notre société qu'il faut, de façon déterminée et maintenant, traquer les gabegies partout ailleurs. Vaste programme. Par où commencer ? Par le Conseil économique et social, où l'on émarge complaisamment et sans effort ni utilité excessive pour la nation ? Par les administrations pléthoriques de l'Éducation nationale, de l'Agriculture, des Anciens Combattants, dont les budgets et les effectifs croissent à mesure que le nombre de leurs administrés décroît ? Par les 550 milliards d'euros alloués à la protection sociale ? Par les 95 conseils généraux et les 22 conseils régionaux, victimes et bourreaux d'une décentralisation contraire à l'ADN du pays, qui est un échec organisationnel et financier achevé ?

Aux candidats de répondre et de proposer enfin, au-delà des mots, des mesures courageuses et lucides. Mais faire des économies de bouts de chandelle sur la dépense publique ; colmater les brèches avec l'argent des autres – les entreprises et les ménages ou les générations futures ; exiger des sacrifices pour tous, jamais pour soi-même : est-ce lucide et courageux, ou lâche, égoïste et inconscient ? Il reste deux mois pour proposer une alternative qui tire enfin le pays vers le haut, au lieu de continuer de l'enfoncer vers le bas. On n'ose imaginer la vitalité et le dynamisme de la France si un vrai homme d'État, démocratiquement élu, faisait enfin le job.

THÈME 4 :

LA TENTATION SÉPARATISTE

FINANCIAL TIMES (LONDON, ENGLAND)

September 7, 2012 Friday

Separatism is a genuine threat to the future of Spain

David Gardner

Canadian regional elections seldom set the international pulse racing but this week's victory in Quebec of the separatist Parti Québécois was closely watched in Spain, now facing a revival of Basque and Catalan independence demands. These, in turn, are being carefully monitored by the Scottish National party, committed to a referendum in 2014 on Scotland's future relationship with the UK.

[...] Alongside the eurozone crisis and Spain's worsening public finances and chronic lack of economic growth and jobs, Madrid looks to be sleepwalking into a constitutional crisis that could lead to the break-up of Spain. Next Tuesday, Catalans celebrate their national day, or *Diada*, in a year when the clamour for independence for the first time commands the support of more than half the population - including figures such as Jordi Pujol, the mainstream nationalist who ran the restored Catalan autonomous government from 1980 to 2003, and Pep Guardiola, the former manager of Barcelona's main football team.

Next month, Basques go to the polls with the separatist Bildu coalition going head-to-head with the mainstream Basque Nationalist party (PNV). After a decade-long ban for links to Eta, the separatist group that recently ended its 50-year campaign of violence, political separatists won more seats than the PNV in municipal and general elections last year. Separatism has gone mainstream⁶, in a Spanish state being shaken to its foundations.

Devolution has been a cornerstone of Spain's democracy. But self-government was awarded to all regions in order to disguise the restoration of historic rights to Catalans and Basques, peoples with a deep sense of nation, culture and language that Franco's dictatorship sought to expunge⁷. For rightwing Spanish nationalists, this dilution of the indissoluble unity of Spain remains anathema⁸. The centreright government of Mariano Rajoy evidently aims to use the present financial crisis not just to shrink the state but to recentralise it.

Using as its pretext the fiscal incontinence of several regions, it is threatening to take over their governments unless they adhere to unfeasibly tight budget targets. At the same time it is strengthening provincial institutions (*diputaciones*) that [...] became vehicles for clientelism and party patronage.

Financing of regional government is ultimately at the discretion of Madrid, except in the Basque case - the conspicuous success of Spain's hybrid, quasi-federalism. The Basque country and adjoining Navarre collect their own taxes. The Basque government's debt and deficit is manageable (its credit rating is better than Spain's); its investment, from education to R&D⁹, is high quality. That is what the Catalan government now says it wants. It currently transfers to Madrid up to 10 times more than the Basques on a per-capita basis. If it had a Basque tax regime it would have Basque finances, it says, instead of having to go to Madrid for help with its debts and payroll - to be rescued, in effect, with what it regards as its own money.

6 Separatism has gone mainstream = le séparatisme est devenu commun

7 To Expunge = to destroy, to erase

8 Remains anathema = is an abomination

9 R&D = Research and Development

The genteel nationalists who run the Catalan government are in a quandary¹⁰. The Rajoy government is ideologically opposed to any extension of fiscal federalism. But any government in Madrid will need the Catalan subsidy to meet the health and pension liabilities¹¹ of an ageing population. The conditions attached to Madrid's rescue money, moreover, imply a loss of self-government, just as EU bailouts dilute national sovereignty.

[...] To keep the Catalans inside Spain, Madrid would need to offer them a similar deal [as to the Basque country]. That looks most unlikely.

SUD-OUEST

Jeudi 8 novembre 2012

Valls vient de manquer son RV avec l'Histoire

Entretien

Cécile Saint-Martin : Aujourd'hui, nous n'avons que six conseillers municipaux EELV¹² élus (deux à Anglet, deux à Hendaye, deux à Boucau) dans les communes et une conseillère régionale. Forcément, nous espérons faire mieux lors des prochaines municipales. Mais l'essentiel est de peser sur le débat et de porter nos idées sur le terrain. Ici plus qu'ailleurs, on sent une implication de nouveaux militants venus de la société civile, c'est une bonne nouvelle.

Quelle est votre réaction suite à l'arrestation d'Aurore Martin ?

Ce qui se passe avec le MAE¹³, tel qu'il est appliqué dans le cas d'Aurore Martin, est une rupture de confiance très importante, de l'ordre de la trahison. Cette rupture de confiance ne blesse pas que les citoyens, elle porte un coup au processus de paix, ce qui est extrêmement grave. EELV participe au processus en la personne d'Alice Leiciagueçahar (qui est aussi conseillère régionale), qui participe à Bake Bidea, « le chemin de la paix ». L'arrestation d'Aurore Martin, qui participe elle aussi à ce processus de paix, est un signal désastreux, et surtout incompréhensible, de la part des deux gouvernements. Dans le moment historique que le Pays basque est en train de vivre, avec la mise en place du processus de paix suite à la conférence d'Aiete il y a un an, le ministre de l'Intérieur s'est trompé de combat. Il y aurait eu de la dignité à écouter la parole du Pays basque, et de la grandeur à se présenter en médiateur possible. Mais en restant sur une posture répressive sourde et aveugle, monsieur Valls a manqué son rendez-vous avec l'histoire.

EELV défend le projet de création d'une collectivité spécifique Pays basque. Comment avez-vous réagi aux propos du ministre de l'Intérieur qui est contre cette demande ?

Je suis atterrée par l'amalgame fait entre la collectivité Pays basque et ETA dans une interview donnée en Espagne. On se demande à quel gouvernement il appartient. Dans le meilleur des cas, c'est une méconnaissance totale du dossier, dans le pire, c'est un mépris des citoyens et des élus qui s'investissent depuis des années sur ce dossier. Quoi qu'il en soit, Manuel Valls n'a pas mis fin au débat. Et je reste persuadée que la collectivité spécifique permettrait de répondre aux questions majeures sur le transport, le logement, l'agriculture ou l'aménagement du territoire.

10 Quandary = a difficult situation

11 Liabilities = handicaps, contraintes

12 EELV = Europe Ecologie-Les Verts

13 MAE = Mandat d'Arrêt Européen

Cet épisode a semblé creuser un peu plus le fossé entre Basques et Béarnais.

Le Pays basque et le Béarn n'ont pas la même histoire. J'ai l'impression que les Béarnais pensent moins « Béarn » que nous, nous pensons « Pays basque ». Mais le processus est trop avancé pour qu'on puisse revenir en arrière. Je ne doute pas un instant que cette collectivité verra le jour, c'est le sens de l'Histoire.[...]

Quelle est votre position sur la légalisation du cannabis ?

Le débat ne doit pas être moral. C'est une question de santé publique. Si la légalisation permet de lutter contre les trafics et les inégalités des territoires et qu'il améliore la prévention, comme cela existe aujourd'hui pour le tabac ou l'alcool, alors je suis pour. C'est une pratique sociale très répandue, plus de 4 millions de français déclarent consommer du cannabis. C'est à l'État de s'adapter. Au Portugal, au Pays-Bas, en Australie, la consommation n'a pas augmenté avec la légalisation.

L'évêque de Bayonne, opposé au mariage gay, organise un colloque international pour la vie à la fin du mois. Quelle est votre position sur le sujet ?

Je trouve normal que l'Église se positionne sur ces questions morales. Mais je suis pour la séparation de l'Église et de l'État. Et ce dernier doit s'adapter à la réalité de la société. Si les couples homosexuels veulent se marier pour éviter à leurs enfants de se retrouver dans la précarité, alors soyons pragmatiques. De plus, de nombreuses études prouvent que les enfants de couples gays sont aussi « normaux » que les autres.

LE FIGARO

Mardi 23 Octobre 2012

Espagne : Rajoy face au défi souverainiste.

Le chef du gouvernement a gagné la bataille des élections régionales dans son fief de Galice grâce à l'effondrement des socialistes, mais il doit faire face aux nationalistes basques.

Mathieu de Taillac

Une constante permet d'expliquer les résultats, pourtant très différents, des élections régionales en Galice et au Pays basque. Ce dimanche, dans les deux communautés autonomes, l'effondrement du Parti socialiste (PSOE) a permis à ses adversaires de s'imposer.

En Galice, le Parti populaire (PP, droite) a élargi son assise en passant de 38 (le seuil de la majorité absolue) à 41 députés au Parlement régional. Au Pays basque, deux formations nationalistes, le Parti nationaliste basque (PNV, nationalistes modérés de centre droit) et EH Bildu (indépendantistes radicaux issus de la gauche abertzale, la mouvance politique proche d'ETA), ont rassemblé près de 60 % des voix. À eux deux, le PNV et EH Bildu obtiennent même 48 des 75 sièges du Parlement de Vitoria.

Le PSOE est au contraire le perdant indéniable de la nuit électorale. En Galice, il perd 7 députés régionaux ; au Pays basque, il en perd 9 et voit s'échapper l'une des trois régions espagnoles où il gouvernait encore. La sensation de déroute est telle que dimanche soir, la première question posée au numéro deux du parti, Óscar López, concernait l'avenir du numéro un, Alfredo Pérez Rubalcaba. Le secrétaire général va-t-il démissionner ? « Non, bien sûr que non », a répondu López.

La crise du PSOE et son incapacité à incarner une alternative au PP sont, à première vue, de bonnes nouvelles pour Mariano Rajoy. C'est grâce à la faiblesse de son adversaire que le parti du chef du gouvernement espagnol conserve la Galice, la région de sa naissance et de ses débuts en politique. « *Le pari du gouvernement*

était de sauver les meubles en Galice, explique le journaliste politique Graciano Palomo. Vu la situation économique, une défaite aurait été interprétée comme une mise en minorité du gouvernement Rajoy. La victoire lui donne au contraire un ballon d'oxygène très important. »

Rajoy, toutefois, voit poindre de nouveaux nuages. Après la Catalogne, dont le président régional promet d'organiser un référendum d'autodétermination, le Pays basque risque de se joindre à l'aventure nationaliste. Le programme du PNV, qui devrait gouverner la région, prévoit d'institutionnaliser le « *droit à décider* » et de préparer un « *nouveau statut politique* » pour le Pays basque, qui devra être soumis à référendum en 2015.

Leur chef de file, Íñigo Urkullu, a tenu dimanche un discours modéré. « *Le Pays basque est pluriel. Les défis de ce pays exigent des accords larges, pluriels et stables* », a-t-il lancé à ses militants. Constatant que sa région est « *immergée dans la crise économique et le chômage* », Urkullu s'est abstenu ne serait-ce que d'effleurer les sujets identitaires et souverainistes.

De telles déclarations, croient savoir les analystes, pourraient inaugurer un gouvernement plus gestionnaire qu'idéologue. C'est sans compter sur la pression d'EH Bildu, dont la force parlementaire est inédite. Sous ses différentes étiquettes, la gauche abertzale avait jusque-là culminé à 14 sièges. Un an après l'annonce de l'arrêt du terrorisme d'ETA, EH Bildu en obtient 50 % de plus.

LES ECHOS

Jeudi 25 Octobre 2012

La sécession, une idée neuve en Europe ?

Jacques Hubert-Rodier

L'Union européenne se débat pour éviter une sortie de la Grèce de la zone euro. Mais elle est en train de faire face à un autre risque de fragmentation qui menace l'intégrité même des 27 États-nations qui la composent : la revendication de mouvements identitaires voire sécessionnistes de plusieurs régions européennes. Un mouvement qui va à l'encontre de son objectif d'une intégration plus étroite [...]. Les coups de semonce se sont multipliés au cours des dernières semaines, confirmant un sentiment latent de nationalisme de plusieurs des grandes provinces européennes.

En Flandre, l'Alliance néo-flamande, le parti séparatiste de Bart De Wever, a ainsi signé une importante victoire aux municipales du 14 octobre, notamment à Anvers. En Catalogne, des élections anticipées doivent avoir lieu le 25 novembre avec l'espoir, pour le président de la communauté autonome, Artur Mas, d'organiser un jour un référendum sur l'autodétermination de la 'nation catalane'. Au Pays basque espagnol, les nationalistes de droite et de gauche se sont emparés le 21 octobre des deux tiers des sièges du Parlement régional. En Écosse, le Premier ministre britannique, David Cameron, a accepté au début du mois l'organisation en 2014 d'un référendum sur l'indépendance.

À cela s'ajoutent des mouvements favorables à des sécessions comme en Italie du Nord, où la Ligue du Nord avait inventé dans les années 1990 une identité nationale en recourant au concept géographique de Padanie (plaine du Pô), une sorte d'idée « d'État sans nation ».

Ces mouvements n'ont ni la même histoire ni les mêmes objectifs, et n'utilisent pas les mêmes moyens pour atteindre leur but. Ainsi en Espagne à la différence du Pays basque et de la branche armée de l'ETA, la Catalogne n'a pas connu de phénomène de violences indépendantistes depuis la chute du franquisme. De plus le Pays basque jouit depuis 1981 d'une presque totale autonomie fiscale et budg-

taire, avec un système différent du reste de la 'nation espagnole' et des 16 autres régions espagnoles, Catalogne comprise.

La Padanie, qui réunit dans une pure vision de l'esprit des provinces aussi dissemblables que la Vénétie, la Lombardie, le Piémont, la Ligurie ou encore l'Émilie-Romagne, a abandonné la bannière de l'indépendance pour un fédéralisme régional musclé. Pour l'Écosse, le réveil nationaliste est aussi en partie une réaction forte à la vision centralisatrice de Margaret Thatcher, Premier ministre de Sa Majesté de 1979 à 1990, comme le note Frank Tétart, maître de conférences à Sciences po Paris.

Mais il reste aujourd'hui un point commun à toutes ces régions : l'actuelle crise de la dette souveraine et les plans d'austérité ont ravivé un sentiment de séparatisme. Largement parce que ces régions sont plus riches, avec des taux de chômage inférieurs aux moyennes nationales et ont le sentiment de « payer » pour les autres. Une sorte de délitement du sentiment de la solidarité nationale, à l'image de nombre d'Allemands qui ont l'impression de « payer » pour les Grecs. [...]

Artur Mas, en Catalogne, ne cesse, lui, de dénoncer le fardeau budgétaire « injuste » pesant sur la Catalogne, qui représente le cinquième de l'économie espagnole à elle seule. Le sentiment est identique sur ce point en Italie du Nord, qui a l'impression de renflouer sans cesse à fonds perdus le Mezzogiorno. Ou en Flandre, qui a le sentiment de payer pour la Wallonie francophone.

[...] Et l'Europe est sur ce point totalement contradictoire en encourageant le particularisme régional. Comme le rappelle Frank Tétart, le Conseil de l'Europe a établi en 1992 la Charte européenne des langues régionales et minoritaires, dont l'un des buts est de défendre les langues régionales historiques « afin de contribuer au maintien de la richesse culturelle de l'Europe ». Dès la chute du franquisme en Espagne, la Catalogne avait déjà fait du catalan une langue officielle qui était interdite sous Franco. Les deux tiers des Basques espagnols manient avec plus ou moins de facilité l'euskada. Quant à la Belgique, la tentation sécessionniste est avant tout linguistique entre Flamands et francophones.

Certes ces mouvements sont loin encore de déboucher rapidement sur la naissance de nouveaux États en Europe. [...] Il est vrai que le 'divorce' n'est pas une démarche facile en raison même de l'existence de l'Union européenne. Aucun des dirigeants indépendantistes ne souhaite une réelle sortie des institutions européennes. Surtout, la création d'un État exigerait une nouvelle demande d'adhésion à l'Union européenne, avec la nécessité d'obtenir l'assentiment de son ancien pays. Pourtant le risque d'une plus grande fragmentation de l'Europe existe bien. Après la chute du mur de Berlin, l'ancienne Yougoslavie s'est disloquée en sept nations en tenant compte du Kosovo, reconnu seulement par une partie de la communauté internationale. La Tchécoslovaquie, quant à elle, a divorcé en deux entités.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, on assiste à une multiplication du nombre d'États dans le monde. En 1945, on en dénombrait 72. Aujourd'hui, 193 pays sont membres des Nations unies, sans compter le Vatican ou la Palestine. Toute la question est de savoir si les dirigeants européens prendront rapidement conscience de cette nouvelle menace qui pèse sur l'Union. Sinon la sécession deviendra une idée neuve en Europe...

THÈME 5 :

LE BLANCHIMENT D'ARGENT SALE : UNE « ACTIVITÉ » BIEN COMMUNE ?

LE MONDE

Mercredi 7 novembre 2012

Banques britanniques : la facture des scandales s'alourdit

Eric Albert

Les banques britanniques n'en finissent pas de payer pour leurs errements des années fastes. L'une après l'autre, elles sont obligées de dévoiler amendes et provisions pour des affaires au mieux embarrassantes, au pire illégales.

HSBC, qui clôturait lundi 5 novembre la série des résultats des banques britanniques pour le troisième trimestre, a été la dernière à en faire l'aveu : elle a provisionné 800 millions de dollars (626 millions d'euros) supplémentaires pour ne pas avoir respecté les règles contre le blanchiment d'argent aux États-Unis. C'est deux fois plus que ce qu'elle prévoyait il y a seulement trois mois, quand elle a révélé l'affaire. L'établissement est accusé par divers régulateurs américains de ne pas avoir mis en place les procédures nécessaires pour prévenir le blanchiment d'argent. Résultat, entre 2004 et 2010, de larges sommes, soupçonnées de venir de cartels de la drogue du Mexique, sont passées par HSBC, notamment par l'intermédiaire des comptes ouverts à Miami et enregistrés dans des paradis fiscaux. De l'argent du terrorisme, et des financements iraniens, aurait également transité par la banque.

HSBC – qui n'a pas admis sa culpabilité – négocie actuellement l'amende finale avec les régulateurs américains, mais prévient que l'incertitude demeure sur son montant final, qui pourrait être « significativement plus élevé » que la somme mise de côté. Des poursuites pénales devraient également suivre. Cette affaire n'est que le dernier épisode d'une vague de scandales qui secouent les banques britanniques. À commencer par celui des ventes abusives des assurances de prêts – des produits très rentables pour les banques, qui garantissent les remboursements d'un crédit (immobilier, consommation...) en cas de décès ou d'invalidité grave, ou parfois en cas de perte d'emploi. Pendant une décennie, jusqu'en 2005, les établissements de sa Majesté ont systématiquement forcé la main des clients : les ventes se faisaient souvent à l'insu du bénéficiaire, qui cochant simplement une case sur le formulaire de prêt. Dans d'autres cas, ces assurances étaient vendues à des personnes qui n'avaient pas le droit d'en bénéficier, notamment parce qu'elles étaient à leur compte...

À la suite de plaintes, les banques ont cessé ces pratiques, mais jusqu'en 2011, elles se sont battues en justice pour ne pas avoir à rembourser les clients. Une défaite judiciaire a mis fin à ce bras de fer. Depuis, la facture n'en finit pas d'augmenter. Initialement estimée à 5 milliards d'euros, elle pourrait finalement être trois fois plus élevée, la moitié concernant Lloyds Banking Group, la principale banque britannique de détail. Puisque les établissements britanniques sont obligés de rembourser leurs vieilles assurances de prêt, les clients multiplient les plaintes. « Où cela s'arrêtera-t-il ? », s'inquiétaient récemment les analystes d'Investec.

Le troisième scandale concerne la manipulation du Libor, le taux interbancaire sur lequel reposent des millions de produits financiers. En juillet, Barclays a été condamnée à une amende de 360 millions d'euros par les régulateurs américains et britanniques, et le charismatique patron de la banque, Bob Diamond, a dû dé-

missionner. Entre 2005 et 2009, quelques-uns de ses traders avaient artificiellement fait monter ou baisser le Libor, en fonction de leurs prises de position sur les marchés. Cette affaire n'en est qu'à ses débuts : une vingtaine de banques – pas que britanniques – sont sous le coup d'une enquête. Royal Bank of Scotland serait sur le point de parvenir à un accord avec les régulateurs sur le montant de l'amende qui lui serait infligée.

Et ce n'est pas tout. Un nouveau scandale a été révélé le 31 octobre. Le régulateur américain de l'énergie préconise une amende de 470 millions de dollars contre Barclays accusée dans cette affaire d'avoir, entre 2006 et 2008, volontairement subi des pertes sur le prix de l'électricité, afin d'améliorer ses bénéfices sur ses produits dérivés. Barclays dément, mais l'affaire vient un peu plus ternir l'image des banques britanniques.

THE WASHINGTON POST

November 6, 2012 Tuesday

Crackdown on money laundering

Danielle Douglas

Banks are facing heightened investigation and steeper penalties from federal regulators and prosecutors for failure to comply with anti-money-laundering laws, an enforcement trend that may shave billions of dollars off bank balance sheets. Global banking giant HSBC said Monday that it poured an additional \$800 million into its reserves in the third quarter to cover potential fines, settlements and other expenses related to a money laundering probe by the Justice Department and banking regulators. The bank has \$1.5 billion set aside, though it believes the costs may significantly exceed that amount.

HSBC is one of several banks, including Citigroup and Standard Chartered, being investigated by the government for allegedly allowing millions of dollars from drug traffickers, terrorists or countries under sanctions to illegally move through the U.S. financial system.

While some of these investigations have been in the works for years, banking attorneys say the level of scrutiny coming from the government has intensified. Some suspect regulators are reacting to congressional criticism that they have been slow to act. Others say government interest in money laundering never wavered, but that resources were redirected to address the financial crisis. Either way, there is a clear difference between the anti-money-laundering enforcement of today and five years ago, said Michael Dawson, managing director of Promontory Financial Group, a financial consulting firm.

[...] Financial firms have in the past primarily dealt with their direct regulators on managing moneylaundering controls. But in the aftermath of the financial crisis, Justice has launched more criminal cases under the Bank Secrecy Act, a law requiring financial institutions and their employees to combat money laundering. [...] Justice exacted its biggest fine under the law in 2010, when Wachovia agreed to pay \$110 million for failing to stop millions of dollars of Colombian and Mexican drug money from being laundered through accounts at the bank.

[...] HSBC is facing criminal and civil charges. The bank's troubles came to a head earlier this year when the Senate permanent subcommittee on investigations released a report accusing the bank of helping clients with drug trafficking and terrorist ties to bring money into the United States.

[...] Another London-based bank, Standard Chartered, was ensnared¹⁴ in a money-

14 Ensnared = trapped

laundering scandal. New York's financial regulator accused the bank of flouting¹⁵ sanctions and scheming with the Iranian government to launder \$250 billion from 2001 to 2007, leaving the United States "vulnerable to terrorists." Federal regulators are also investigating Standard Chartered's activities.

"The multiplicity of agencies involved in these cases is staggering¹⁶," said Andrew L. Sandler, chairman of the law firm Buckley Sandler. "It is much more complicated to negotiate resolutions with agencies who sometimes have conflicting, or at least inconsistent, points of views." [...] Consider penalties at Treasury's Office of Foreign Assets Control, which has hit 11 companies accused of money laundering or violating sanctions with a total of \$623 million in penalties through October. That compares with \$91 million in penalties handed down to 21 companies in 2011.

LE FIGARO

Mercredi 24 octobre 2012

Lamblin, son copain rockeur, son sac de billets et ses sex-toys : comment l'élue Verte est tombée dans une sombre affaire de blanchiment.

Angélique Négroni

Son nom risque de ternir durablement l'image des Verts parisiens. Même si le mal est le fait, Florence Lamblin, mise en examen le 12 octobre dernier dans une affaire de blanchiment, a donc décidé lundi de démissionner de ses mandats électifs. C'en est donc fini de ses activités d'adjointe au maire du XIII^e arrondissement de Paris, de son mandat de conseillère de Paris et de ses fonctions de porte-parole, d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) à Paris. En parallèle, l'ancienne élue a, selon son avocat, « régularisé le paiement des impôts qu'elle devait, en versant un chèque d'un montant de 31 000 euros ». Désormais, « Florence Lamblin souhaite qu'on lui laisse la tranquillité retrouvée », indique M^e Fédida.

C'est aussi parce qu'elle voulait s'assurer la tranquillité que Florence Lamblin serait tombée dans cette affaire de blanchiment liée à un vaste trafic de drogue, comme elle l'a expliqué aux enquêteurs. Titulaire d'un compte non déclaré en Suisse crédité de plus de 350.000 euros, elle aurait pu profiter de l'amnistie fiscale proposée en 2010 par Bercy, mais l'ancienne élue ne l'a pas fait car, a-t-elle expliqué aux policiers, elle a eu peur que cela se sache et que cela laisse des traces. C'est alors que cette femme sans histoire et même parfaitement inconnue sur la scène politique s'est retrouvée à actionner des rouages, sans trop, semble-t-il, en maîtriser la portée. « Florence Lamblin, plutôt BCBG, est une parfaite bobo parisienne. Elle vit depuis trois ans avec un ancien guitariste du groupe Edith Nylon, lui aussi de la mouvance écolo », raconte une connaissance.

Florence Lamblin, qui a hérité de sa mère une jolie maison dans le XIII^e arrondissement, mène une vie confortable : elle exerce des activités de responsable des expositions dans une structure parisienne et possède quelques biens immobiliers, dont un duplex près de Chamonix. De son côté, son compagnon, Isaac Khaski, « du genre rock'n'roll », raconte un proche, s'essaie à monter quelques sociétés. La dernière en date commercialise « des produits bio et sensuels », selon les termes de Florence Lamblin face aux policiers. Il s'agit en fait de sex-toys et d'accessoires écologiques.

C'est d'ailleurs par un proche de son compagnon que Florence Lamblin a été entraînée dans cette affaire. Face aux enquêteurs, elle joue franc jeu : « Je savais que c'était illégal de rapatrier ces fonds en espèces, tout comme c'était illégal de

15 Flouting sanctions = violer les sanctions, ne pas les respecter

16 Staggering = amazing, shocking

détenir un compte en Suisse non déclaré. » Pour récupérer l'argent, elle laisse Albert C., le mari de la tante de son compagnon, à la manœuvre. Ce retraité qui vit à Genève lui dit avoir la solution. Un peu inquiète, Florence Lamblin, qui se demande néanmoins si « c'est réglo », se serait contentée de quelques mots pour se sentir rassurée. « Ne t'inquiète pas », lui aurait juste dit le septuagénaire, qui, contacté par *Le Figaro* mardi, n'a pas souhaité s'exprimer.

Florence Lamblin a peut-être, sans doute, trop vite fermé les yeux. L'affaire par laquelle elle va acquérir cette triste notoriété se met en place. Le 20 août dernier, elle est contactée sur son portable par un dénommé Marc. Quelques jours plus tard, un samedi, le rendez-vous est pris dans le bureau d'une société du IX^e arrondissement à Paris. Marc arrive avec un sac en plastique contenant 355 000 euros en billets de 100, 50 et 20 euros. Florence Lamblin assure être persuadée qu'il s'agit bien de son argent. En réalité, ces fonds proviendraient d'un vaste trafic de drogue entre le Maroc et la France. Marc ne serait autre que Mardoché Elmaleh, l'un des piliers présumés de l'affaire. Tandis que ses deux autres frères, Nessim et Meyer, sont aux manettes en Suisse, dans une banque et dans une société de gestion de fortune, lui, en France, collecte l'argent du trafic de stupéfiants et en fait la distribution aux candidats présumés à la fraude fiscale.

À ce jour, sept cols blancs en quête de liquidités ont été identifiés, mais d'autres arrestations pourraient suivre. Selon un proche du dossier, une vingtaine d'autres personnes pourraient rejoindre la liste. L'une d'elles, déjà entendue par les policiers, aurait été chargée de recruter sur la place parisienne des candidats à la fraude.

Quand, en août dernier, Florence Lamblin récupère son magot, elle met le tout dans un sac en papier et sort de l'immeuble. Elle l'ignore encore mais à ce moment-là elle est surveillée et filmée par les policiers. Des clichés sont pris qui la montrent avec un sac blanc à l'épaule regagnant son véhicule. « Les enquêteurs l'ont identifiée car Mardoché était lui-même surveillé et sur écoute. Il a appelé Florence Lamblin pour convenir de ce rendez-vous et c'est ainsi qu'elle est tombée », raconte un proche de l'affaire.

L'ancienne élue de la capitale a toujours assuré qu'elle ignorait l'existence d'un trafic de drogue. Le fait est que Mardoché Elmaleh ne connaissait pas Florence Lamblin. « J'ai remis l'argent à la dame », a-t-il raconté aux services de police. Lors de ce rendez-vous, ils ont ensemble compté sommairement l'argent. Le face-à-face a été bref et personne n'aurait dû savoir qu'ils s'étaient rencontrés. L'ancienne élue de la capitale a toujours assuré qu'elle ignorait l'existence d'un trafic de drogue.

LA TRIBUNE DE GENÈVE

Mercredi 25 avril 2012

Blanchiment : agents de change condamnés

Les deux hommes avaient été arrêtés dans le cadre d'une affaire de trafic d'héroïne. Fait rare en Suisse, deux agents de change ont été condamnés pour blanchiment. Aux yeux de la justice, les deux hommes, un Egyptien et un Tunisien, n'ont pas été suffisamment regardants à l'égard de clients albanais. Ces derniers, qui leur ont confié de l'argent entre 2008 et 2010, étaient suspectés d'être des dealers. Le responsable du bureau, situé non loin de la gare, a écopé de 120 jours-amende, son employé a été sanctionné moins lourdement, avec 90 jours-amende. La semaine dernière, le Tribunal de police a assorti ces sanctions du sursis, notamment en raison de l'absence d'antécédents des prévenus : « Mon client a été blanchisseur à son insu comme n'importe quel agent de change, commerçant et hôtelier, explique M^e Saskia Ditisheim, avocate d'un des prévenus. Nous allons faire appel. Mon

client est innocent, les conditions du blanchiment d'argent ne sont pas réalisées. » Pourtant, les deux agents ne sont apparemment pas exempts de reproches. Le Ministère public avait, en tous les cas, requis des peines de plusieurs mois de prison, avec sursis, pour avoir blanchi 200.000 francs et 36.000 euros. Selon l'avocate d'un des prévenus, le Tribunal de police ne retient à peine qu'un tiers de ces montants comme étant d'origine douteuse. À noter qu'à la même époque, un couple et trois hommes suspectés d'être des dealers ont également été interpellés dans ce dossier. L'un d'eux a été condamné à trois ans de prison pour avoir fait du trafic de drogue et pour avoir échangé, contre rémunération de la part de compatriotes, les montants de l'argent sale.

Les deux agents de change ont été arrêtés en janvier 2010. Ils ont passé deux semaines en détention provisoire. L'un des agents a conservé de l'argent des clients suspects dans des enveloppes durant plusieurs jours. Pour la police, ce type de dépôt sous pli aurait ainsi permis aux dealers de mettre de l'argent en sécurité en vue des livraisons de drogue. *« Ce type de dépôt n'est pourtant pas punissable par la loi »*, précise M^e Ditisheim. Devant les enquêteurs, un des deux accusés a affirmé lors de son arrestation avoir eu un doute sur l'origine de l'argent. Selon le Ministère public, il avait accepté de changer l'argent et de le conserver afin d'avoir des liquidités et sauver le bureau de change, qui risquait de tomber en faillite. De plus, des clients albanais ont laissé au bureau de change des pourboires jusqu'à 200 francs. Un encouragement à fermer les yeux sur l'origine des fonds ? C'est visiblement l'avis des enquêteurs.

Interrogés sur le contrôle de la clientèle, plusieurs bureaux de change nous ont livré la même réponse : *« Avant d'accepter une opération importante, nous contrôlons l'identité du client ainsi que la traçabilité des fonds »*. En clair, dès 5 000 francs, échangés en une fois, les professionnels demandent un justificatif au client. *« Le ticket du retrait au bancomat de la somme, un certificat de salaire si le client vient changer sa paie ou un acte de vente s'il veut convertir le produit de la réalisation d'un bien. »* Des précautions que les agents des banques nous ont assuré respecter scrupuleusement.

M^e Margaux Broïda fera elle aussi appel de la condamnation. Selon elle, l'acquittement s'impose : *« Mon client a fait deux semaines de prison, il a perdu son travail, il a subi un tort moral. »* L'avocate a donc déposé en ouverture de procès une demande d'indemnisation chiffrée à plusieurs dizaines de milliers de francs.